



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



## BRÈVES MACROÉCONOMIQUES

### D'AFRIQUE AUSTRALE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PRETORIA

Semaines 6 – 04 au 10 février 2022

#### Au programme cette semaine :

- **Afrique du Sud** : Le Président Ramaphosa présente son discours sur l'état de la nation
- **Afrique du Sud** : Les grands projets d'investissements montrent enfin des signes de reprise en 2021
- **Angola** : L'agence S&P rehausse à son tour sa notation souveraine d'un cran
- **Botswana** : La ministre des Finances présente un budget 2022/23 de consolidation
- **Zambie** : Le ministère des Finances publie sa stratégie budgétaire à moyen terme
- **Zimbabwe** : La Banque centrale allège ses mesures restrictives sur les changes

#### Zoom sur... la rémunération des cadres dirigeants en Afrique du Sud

**Le cabinet de conseil PwC a publié le 7 février son rapport annuel sur la rémunération des dirigeants des entreprises cotées à la bourse de Johannesburg.** Il apparaît que le salaire médian des près de 2 000 dirigeants interrogés pour l'étude atteint 901 000 ZAR (52 000 EUR) sur l'année 2021, un niveau légèrement inférieur à celui enregistré en 2020 (937 000 ZAR). Le salaire médian est ainsi près de soixante-cinq fois supérieur au seuil de pauvreté domestique (en deçà duquel vivent 55% des sud-africains). Ce rapport met ainsi en avant les profonds écarts de salaires qui caractérisent le marché de l'emploi sud-africain. Le rapport indique également que le salaire minimum (21,7 ZAR de l'heure en février 2020 soit 3 470 ZAR par mois sur une base de 40 heures hebdomadaires travaillées) est particulièrement faible par rapport au coût de la vie, le salaire mensuel de subsistance étant estimé entre 5 500 et 9 600 ZAR pour un individu seul. A noter que **le ministre du Travail a justement annoncé une revalorisation du salaire minimum de 7%** le 8 février dernier – ce dernier atteint désormais 23,2 ZAR de l'heure. Enfin, revenant à la question du salaire des hauts-dirigeants, le rapport révèle les profondes inégalités raciales et de genre qui persistent au sein de ces postes très qualifiés : plus de la moitié des cadres interrogés sont issus des populations blanches – alors que ces dernières représentent moins de 9% du total de la population ; et près des deux tiers sont des hommes.

## Afrique du Sud

### Le Président Ramaphosa présente son discours sur l'état de la nation (Presidency)

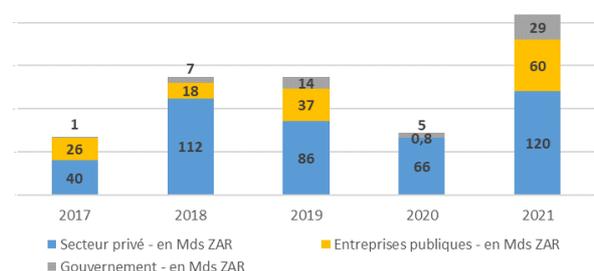
Le jeudi 10 février, le Président de la République a délivré son discours sur l'état de la nation (*State Of the Nation Address – SONA*), en ouverture de la session parlementaire. Dans son discours, le Président Ramaphosa a d'abord souhaité tourner la page de la pandémie, annonçant la levée prochaine de l'état d'urgence et des dernières mesures restrictives qui y sont attachées tout en appelant à la poursuite de la campagne de vaccination. Son intervention s'est ensuite concentrée sur la revitalisation de l'économie et sur la restructuration du secteur public, seule voie pour réduire les défis du chômage de masse, de la pauvreté et des inégalités. Le Président a annoncé à cet effet une quinzaine de mesures qui peuvent être regroupées sous les quatre axes suivants : (i) facilitation du climat des affaires; (ii) restauration des infrastructures et du secteur public; (iii) mesures de politique industrielle et sociale; et (iv) lutte contre la corruption pour restaurer la confiance dans l'Etat et sa crédibilité. On pourra notamment retenir les mesures suivantes : (i) reconduction jusqu'en mars 2023 de l'aide financière de 350 ZAR par mois pour les personnes ne bénéficiant d'aucun transferts sociaux; (ii) réforme des entreprises publiques avec la création d'une holding des participations de l'Etat; (iii) annonce d'un calendrier d'ouverture à la concurrence et au partenariat public privé dans les secteurs du transport ferroviaire de fret (avril 2022) et de la logistique portuaire (octobre 2022 – notamment à Durban).

### Les grands projets d'investissement montrent enfin des signes de reprises en 2021 (NedBank)

Selon la revue annuelle de la grande banque commerciale *Nedbank*, le nombre de projets d'investissements majeurs (supérieurs à 20 M ZAR soit 1 M EUR) a nettement augmenté en

2021, après une chute brutale en 2020. Ainsi, en 2021, des projets majeurs d'un montant de 208 Mds ZAR (12 Mds EUR) ont été identifiés par *Nedbank*, contre 72 Mds ZAR en 2020 et 80 Mds ZAR en moyenne entre 2017 et 2019. Ce très bon chiffre traduit à la fois la forte progression des investissements du secteur public (+1 345% à 88 Mds ZAR) et dans une moindre mesure du secteur privé (+81% à 120 Mds ZAR). Lorsque l'on s'intéresse au type de projet, ils concernent en grande majorité le développement des infrastructures, notamment dans les secteurs du transport, de la logistique et des télécommunications (41% de la valeur totale) et dans les secteurs de l'énergie et de l'eau (26%). A noter que si le gouvernement tient son plan d'investissement dans les infrastructures lancé en 2020 (276 projets identifiés pour une valeur de 2 300 Mds ZAR sur les dix prochaines années), le secteur public va continuer à tirer le nombre de projets majeurs dans les années à venir. Par ailleurs, il convient de rappeler que ces bons chiffres arrivent dans un contexte particulièrement morose : le taux d'investissement a atteint le point bas de 12% du PIB en 2020, en forte baisse depuis le début des années 2010.

Revue des annonces de projets d'investissement majeurs (>20 M ZAR)



Sources : Nedbank (2022)

### Les productions minière et manufacturière se contractent en décembre (StatsSA)

Selon *StatsSA*, la production minière a diminué de 1,1% au mois de décembre comparativement à la même période l'année précédente, après avoir augmenté de 4,9% le mois précédent. Ce

chiffre a particulièrement surpris les marchés qui anticipaient une augmentation supérieure à 6%. Un coup d'arrêt est donc porté à la bonne dynamique observée pour ce secteur depuis octobre – les volumes de production ont reculé de 5,3% alors que dans le même temps le cours des métaux et minerais produits par le pays se sont normalisés. Les postes qui ont le plus contribué à la contraction de décembre sont l'or (-15%, soit une contribution négative de 2,4 points), le charbon (-8,1%, soit -1,9 point) et de manganèse (-11%, soit -1,1 point). A noter, à l'inverse, les bonnes performances des métaux du groupe platine (+8% soit une contribution positive de 1,9 point). Sur l'ensemble de l'année 2021, le secteur a enregistré une croissance de 11,2%, après une contraction de 20,6% en 2020. Par ailleurs, la production manufacturière a stagné au mois de décembre (-0,1%), après deux mois de contraction. La baisse très significative de la production automobile (-8% soit une contribution négative de 0,5 points – crise mondiale des semi-conducteurs), et celle de l'industrie pétrolière et chimique (-2,3% soit -0,5 point) sont à l'origine de cette mauvaise performance. A noter que sur l'ensemble de l'année 2021, le secteur a cru de +6,2%, après une contraction de -12% l'année précédente.

## 🍷 Angola

### L'agence S&P rehausse à son tour sa notation souveraine d'un cran (RTP)

Le 4 février, l'agence S&P a annoncé le rehaussement de la notation souveraine angolaise d'un cran à B- (soit six crans en deçà de la catégorie «investissement»), tout en maintenant une perspective stable. Cette annonce intervient deux semaines après une décision similaire de Fitch. Tout comme cette dernière, l'agence S&P justifie sa décision par le rebond significatif de l'activité attendu en 2022 (+2,3%) alors que l'économie a renoué avec la croissance en 2021 (+0,2%). De même, les réformes ambitieuses menées par le gouvernement ont permis une nette

amélioration des finances publiques, avec en particulier une baisse de 55 points du ratio de dette publique en 2021, pour atteindre 79% du PIB. Par ailleurs, le ministère des Finances a publié le 8 février son plan d'endettement pour l'année 2022. Selon les prévisions du gouvernement le poids de la dette devrait continuer à diminuer en 2022, pour atteindre 73% du PIB à la fin de l'exercice. Pour faire face à leurs besoins de financement les autorités prévoient de lever 11 Mds USD en 2022 (dont 45% sur les marchés domestiques) – après 8 Mds USD en 2021. Le gouvernement prévoit ainsi d'émettre jusqu'à 2,8 Mds USD d'obligations internationales (EuroBonds), une première depuis 2019 – la hausse de sa notation souveraine devant permettre au pays d'améliorer ses conditions de financement.

## 🍷 Botswana

### La Ministre des Finances présente un budget 2022/23 de consolidation (Ministry of Finance)

Le 7 janvier, la ministre des Finances, Mme Peggy O. Serame, a présenté son budget pour l'année fiscale 2022/23. Ce dernier vise avant tout à remettre les finances publiques du pays sur une trajectoire plus soutenable, avec un déficit estimé à 3,2% du PIB, après 5,1% du PIB pour l'exercice en cours et 9,4% en 2020/21. Les revenus de l'Etat devraient atteindre 68 Mds BWP (5 Mds EUR soit 32% du PIB), en augmentation de plus de 7% par rapport aux chiffres révisés du budget en cours – liée en particulier à une hausse des recettes fiscales issues de l'industrie minière (+20% – première contributrice avec environ 35% des revenus totaux) et à une hausse des revenus issus de la TVA (+10% et 17% des revenus). Les dépenses devraient s'élever à 74 Mds BWP (6 Mds EUR soit 34% du PIB), en hausse de 2% – elles devraient par ailleurs privilégier l'investissement – (+12% à 16 Mds BWP) au détriment des dépenses de fonctionnement qui resteront stables. Pour couvrir les besoins de financement,

le gouvernement devrait recourir pour deux tiers au marché domestique et pour un tiers à l'endettement international. A noter que ce budget a été élaboré sur une prévision de croissance de 4,3% en 2022, inférieure de 1,6 point à celles de la Banque Mondiale.

## **Zambie**

### **Le ministère des Finances publie sa stratégie budgétaire à moyen terme (Ministry of Finance)**

Le 7 février, le ministère des Finances a publié sa stratégie budgétaire à moyen terme qui présente aussi un cadrage macroéconomique jusqu'en 2024. Les principaux objectifs de cette stratégie sont : **i)** la stabilisation de l'environnement macroéconomique, avec retour de l'inflation sous la barre des 10% à l'horizon 2024 – contre 22,1% en moyenne en 2021 ; **ii)** la consolidation des finances publiques, avec une réduction du déficit à hauteur de 5,2% du PIB en 2024 – contre 14% sur l'exercice 2021 ; **iii)** le remboursement des arriérés de paiement et la réduction progressive de l'endettement. A noter par ailleurs que sur la période le gouvernement annonce vouloir financer ses déficits prioritairement par l'endettement domestique (à plus de 90%), tout en travaillant, à court terme, à trouver une solution acceptable avec ses principaux créanciers – qui devraient ouvrir la voie à la mise en œuvre d'un programme de

financement avec le FMI, conformément à l'accord de principe trouvé en décembre 2021. Enfin, le document met en avant un plan de réformes fiscales et structurelles visant à relancer la croissance (avec une cible de 4,4% à l'horizon 2024), en misant sur une simplification et sur les secteurs agricole, minier, manufacturier et énergétique.

## **Zimbabwe**

### **La Banque centrale allège ses mesures restrictives sur les changes (RBZ)**

La Banque centrale (*Reserve Bank of Zimbabwe – RBZ*) a publié le 7 février sa déclaration de politique monétaire pour le premier semestre 2021. Elle annonce dans ce document plusieurs mesures allant dans le sens d'un allègement des restrictions sur le marché des changes domestique, avec en particulier une diminution des taux de rétention de devises pour les exportateurs. Par ailleurs, la cible de croissance monétaire est réduite (de 10% à 7,5%) - face à la hausse des pressions inflationnistes depuis près de 6 mois (60,6% sur un an au dernier pointage du mois de janvier 2022 contre 50% en août). A noter que le ralentissement de l'inflation demeure une priorité de l'institution monétaire : elle s'est fixée comme objectif d'atteindre un taux d'inflation sur un an compris entre 25% et 35% d'ici à fin décembre 2022.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)